

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette, 95010 Cergy-Pontoise

Cergy-Pontoise, le 22 août 2024

Rapport de l'Inspection de l'environnement

Visite d'inspection du 23 juillet 2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**Société SCAPNOR
(SOC COOP APPROVISIONNEMENT PARIS NORD)**
ZAE - Chemin du Bac des Aubins
95820 Bruyères-sur-Oise

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23 juillet 2024 de l'établissement SCAPNOR implantée ZAE - Chemin du Bac des Aubins à Bruyères-sur-Oise (95820).. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCAPNOR
- ZAE - Chemin du Bac des Aubins BP 10 95820 Bruyères-sur-Oise
- Code AIOT : 0006505558

Thèmes de l'inspection :

- Équipements sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la partie relatives aux équipements sous pression du code de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection de l'environnement portent sur les équipements dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection de l'environnement ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection de l'environnement à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe deux types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection de l'environnement à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Inspection Périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15	Demande d'action corrective	2 mois
5	Requalification Périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18	Demande d'action corrective	2 semaines

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6 III.	Sans objet
2	Dossier d'exploitation - Attestation de conformité – État descriptif des eq	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article Article 6, I.	Levée de mise en demeure
3	Aptitude du personnel	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article Article 5	Sans objet
5	Requalification Périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15	Levée de mise en demeure, Levée d'astreinte

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection a constaté que la société SCAPNOR a remédié aux non-conformités ayant conduit le Préfet à prendre les arrêtés préfectoraux de mise en demeure, d'amende et d'astreintes administratives du 7 mars 2024.

D'autres non-conformités ont été constatées sur d'autres équipements et l'exploitant a engagé les actions afin de les corriger.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des équipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6 III.
Thème(s) : Situation administrative, Liste des équipements sous pression
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou systèmes au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : Par arrêté préfectoral du 7 décembre 2023, la société SCAPNOR a été mise en demeure d'établir sous 3 mois une liste de ses équipements sous pression conforme aux exigences du III de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017. Par mail du 14 février 2024, la société SCAPNOR a transmis à l'Inspection sa liste d'équipements sous pression. L'Inspection constate que cette liste ne comporte pas l'ensemble des éléments exigés par l'article 6 précité, en l'occurrence, que le type d'équipements n'est pas mentionné, que le régime de suivi n'est pas précisé pour 6 équipements ainsi que sont manquantes les dates des dernières et prochaines inspections et requalifications périodiques. Il est en outre constaté que les 10 équipements intitulés « VRV Maître/VRV Esclave » sont indiqués comme étant suivis par plan d'inspection alors que l'exploitant ne dispose d'aucun élément en ce sens. Qui plus est, une fréquence de requalification périodique de 12 ans est indiquée alors que cette possibilité n'est offerte qu'en présence d'un plan d'inspection concluant à l'adoption de cette fréquence. Enfin, lors de la visite du 23 juillet 2024, l'Inspection a constaté que 3 vases d'expansion associés au réseau de sprinklage ne figuraient pas à la liste des ESP. Par courriel du 1er août 2024, la société SCAPNOR a transmis une nouvelle liste de ses ESP tenant compte de l'ensemble des constats de non-conformité ci-dessus énumérés. La non-conformité est par conséquent corrigée et ce point de la mise en demeure n'a plus lieu d'être. Une proposition de levée de mise en demeure a déjà été formulée au Préfet par rapport du 6 août 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dossier d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article Article 6, I.
Thème(s) : Situation administrative, Dossier d'exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L.557-30 du Code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques. Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication. <ul style="list-style-type: none">- si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ;- si l'équipement a été construit selon des réglementations françaises antérieures au marquage CE ou pour les équipements néo-soumis, l'état descriptif initial ou reconstitué dans des conditions précisées par une décision du ministre chargé de la sécurité industrielle ;- l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage. Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation : <ul style="list-style-type: none">- pour tous les équipements :- la preuve de dépôt de la déclaration de mise en service pour les équipements qui y sont ou y ont été soumis ;- un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ;

- les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ;
- en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection ;
- pour les tuyauteries soumises à inspection périodique, le programme de contrôle prévu au III de l'article 15 lorsqu'il est requis.

Constats : Lors de l'inspection du 11 octobre 2023, l'Inspection avait constaté que le dossier d'exploitation du système frigorifique n°1 n'était pas complet et que les dossiers d'exploitation des systèmes frigorifiques n°2 à 5 étaient inexistantes. Ce constat a donné lieu à la mise en demeure du 7 mars 2024.

Par courriel transmis à l'Inspection le 24 mai 2024, la société SCAPNOR a justifié de la constitution des dossiers d'exploitation des systèmes frigorifiques n°1, n°2, n°3 et n°4.

Par courriel du 2 août 2024, la société SCAPNOR a justifié de l'arrêt définitif du système frigorifique n°5.

L'Inspection conclut au respect de cette prescription et par conséquent que la mise en demeure a été suivie d'effets.

Lors de la visite du 23 juillet 2024, l'Inspection a constaté que les 10 systèmes de climatisation VRV (volume de réfrigérant variable) figurant sur la liste des ESP ne disposaient pas de dossiers d'exploitation. Étaient présents les modèles de VRV suivants du constructeur DAIKIN :
3 REMQ16P8Y1B, 3 REMQ12P8Y1B, 1 REMQ10P8Y1B, 1 REMQ8P8Y1B et 2 REMQ8P9Y1B ;

Lors de la visite du 23 juillet 2024, la société SCAPNOR a indiqué avoir lancé la constitution de ce dossier en début d'année 2024 et qu'elle serait prochainement achevée. Par mail du 1^{er} août 2024, la société SCAPNOR a transmis les dossiers d'exploitation de ces équipements.

La prescription est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Aptitude du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Aptitude du personnel

Prescription contrôlée : - L'exploitant dispose du personnel nécessaire à l'exploitation, à la surveillance, et à la maintenance des équipements. Il fournit à ce personnel tous les documents utiles à l'accomplissement de ces tâches.

Le personnel chargé de l'exploitation et celui chargé de la maintenance d'équipements sont informés et compétents pour surveiller et prendre toute initiative nécessaire à leur exploitation sans danger. Pour les équipements répondant aux critères de l'article 7, le personnel chargé de l'exploitation est formellement reconnu apte à cette conduite par l'exploitant et périodiquement confirmé dans cette fonction. [...]

Constats : Lors de la visite d'inspection précédente du 11 octobre 2023, l'exploitant n'avait pu justifier avoir formellement reconnu apte le personnel chargé de l'exploitation du système frigorifique N°1. En effet, pour les équipements atteignant les seuils de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017, l'exploitant est soumis à cette obligation de reconnaissance d'aptitude.

Par courrier du 1er décembre 2023, la société SCAPNOR a justifié avoir établi une liste du personnel apte à la conduite des équipements soumis à DMS et CMS.

Les autres équipements de l'exploitant n'atteignent pas les seuils de l'article 7 et ne sont donc pas soumis à l'obligation de reconnaissance d'aptitude.

La prescription est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Inspection Périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Inspection Périodique
<p>Prescription contrôlée : L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. [...] La période maximale est fixée au maximum à : [...]</p> <p>- 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ; - Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.</p> <p>- <u>Cahier Technique Professionnel (CTP) pour le suivi des équipements sous pression frigorifique du 23 juillet 2020 approuvé par l'Administration, par décision du BSERR du 19 août 2020.</u> Fréquence minimale d'Inspection périodique fixée à 2 ans pour les systèmes frigorifiques suivis selon ce CTP.</p> <p>Constats : Lors de l'Inspection précédente du 11 octobre 2023, l'Inspection avait constaté qu'aucune inspection périodique n'avait été réalisée depuis la mise en exploitation des systèmes frigorifiques n°1, 2, 3, 4 et 5. Ce constat de non-conformité avait conduit le Préfet à prendre, le 7 mars 2024, un arrêté de mise en demeure.</p> <p>Par courriels des 19 décembre 2023 et 24 juillet 2024, la société SCAPNOR a justifié de la réalisation des opérations de requalifications périodiques des systèmes frigorifiques n°1 à 4, valant inspections périodiques. Par courriel du 1er août 2024, la société SCAPNOR a justifié de la mise à l'arrêt définitif du système frigorifique n°5. Ces mises en conformité permettent de conclure au respect de cette prescription concernant les systèmes frigorifiques n°1 à 5.</p> <p>Lors de l'inspection du 23 juillet 2023, l'Inspection a constaté que l'exploitant dispose de 3 équipements sous pressions n'ayant pas fait l'objet d'inspections périodiques. Ces équipements sont :</p> <ul style="list-style-type: none">• une cuve SICC, n° de fabrication 1505662114, année de fabrication 2015,• une cuve SICC, n° de fabrication 1604117030, année de fabrication 2016,• une cuve d'air comprimé, n° de fabrication L050185-16, année de fabrication 2016. <p>Par courriel du 2 août 2024, la société SCAPNOR a justifié qu'elle avait passé commande afin de procéder au remplacement des cuves SICC.</p> <p>Non conformité n°1 : Aucune mesure de régularisation n'a en revanche été entreprise concernant la cuve d'air comprimé dont numéro de fabrication est L050185-16. Concernant cet équipement, l'Inspection propose au Préfet de demander, par lettre de suite préfectorale, que soient entreprises les actions correctives sous un délai de 2 mois.</p> <p>Lors de la visite du 23 juillet 2024, l'Inspection a constaté que les 10 systèmes de climatisation VRV cités en fiche n°2 sont installés depuis 13 ans et n'ont jamais subi l'inspection périodique à réaliser tous les 4 ans au maximum. Compte tenu que, comme abordé en fiche n°5, les requalifications périodiques de ces équipements devraient être réalisées prochainement et qu'elles emporteront la nécessité de réaliser une inspection périodique, il n'est pas formalisé de non-conformité pour ces équipements.</p> <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> <p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 5 : Requalification Périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Requalification Périodique
Prescription contrôlée : L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique : [...]

- six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ; [...]
- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.

Constats : Lors de l'Inspection précédente du 11 octobre 2023, l'Inspection avait constaté que les systèmes frigorifiques n°1, 2 3, 4 et 5 ainsi que les équipements qui les constituaient ne comportaient aucune apposition d'un marquage témoignant de la réalisation d'une opération de requalification périodique. Ce constat de non-conformité avait conduit le Préfet à prendre des arrêtés du 7 mars 2024 mettant en demeure la société SCAPNOR de régulariser sa situation et la rendant redevable d'une astreinte administrative.

Par courriel du 19 décembre 2023, soit avant la prise des arrêtés de mise en demeure et d'astreinte, la société SCAPNOR a justifié de la réalisation des opérations de requalifications périodiques du système frigorifique n°1.

Par courriel du 24 juillet 2024, la société SCAPNOR a justifié de la réalisation des opérations de requalifications périodiques des systèmes frigorifiques n°2 à 4.

Par courriel du 1er août 2024, la société SCAPNOR a justifié de la mise à l'arrêt définitif du système frigorifique n°5.

Il est proposé de **lever la mise en demeure du 7 mars 2024** puisqu'il a été constaté qu'elle a été suivie d'effets. La levée de cette mise en demeure, et en particulier de son article 4 relatif aux requalifications périodiques permet également de proposer de **liquider l'astreinte prise par arrêté du 7 mars 2024** dont l'article 2 rendait la société SCAPNOR redevable d'un montant de 250 euros par jour par système frigorifique en situation d'absence d'attestation de requalification périodique pour ces équipements.

L'Inspection propose de liquider totalement cette astreinte. Son montant est calculé en multipliant le montant journalier d'astreinte par le nombre de jours compris entre le lendemain de la date de notification de l'arrêté soit le 11 mars 2024, et le jour précédant la régularisation. Le montant total de l'astreinte s'élève à **80 250 €, résultat de l'addition :**

- du **montant concernant les systèmes frigorifiques n°2, 3 et 4** correspondant au nombre de jours compris entre la période du 12 mars 2024 au 13 mai 2024 inclus (jour précédant la date du 14 mai 2024 inscrite sur les attestations de requalification périodique fournis par l'exploitant **X** (250×3 équipements) = 63 jours $\times 750 = 47\ 250$ euros
- **et du montant concernant le système frigorifique n°5** correspondant au nombre de jours compris entre la période du 12 mars au 21 juillet 2024 inclus, jour précédent la date du 22 juillet 2024 inscrite sur l'attestation de mise à l'arrêt du système frigorifique n°5 remise par la société SCAPNOR **X** (250×1 équipement) = 132 jours $\times 250 = 33\ 000$ euros

Lors de la visite du 23 juillet 2024, l'Inspection a constaté que les 10 systèmes de climatisation VRV cités en fiche n°2 et soumis au suivi en service des équipements sous pression sont en retard de trois ans de leur requalification périodique. L'Inspection a demandé à l'exploitant de prendre rapidement des mesures de régularisation. Par échange téléphonique du 19 août 2024, la société SCAPNOR a indiqué à l'Inspection que la requalification périodique a eu lieu le 14 août 2024 mais qu'elle n'avait pu conclure favorablement en raison du fait que les plans d'Inspection n'étaient pas approuvés par l'exploitant. L'exploitant indique que ce point sera corrigé rapidement et que la requalification pourrait être déclarée dans les prochains jours, suite au passage de l'organisme habilité.

Non conformité n°2 : Dix VRV exploités par la société SCAPNOR se trouvent en défaut de requalification périodique. Compte-tenu des indications de l'exploitant sur la résolution prochaine de cette non-conformité, l'Inspection propose au Préfet de demander, par lettre de suite préfectorale, de justifier de la régularisation de ces équipements sous un délai de 2 semaines.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure, Levée d'astreinte